

PSU TOURAINE

TRIMESTRIEL DE LA FEDERATION D'INDRE ET LOIRE - BP 8 37300 JOUE LES TOURS



unité populaire • contrôle ouvrier & populaire • autogestion

EDITORIAL

Durant le premier trimestre 1979, le gouvernement Barre a continué sa politique de "restructuration", c'est à dire de liquidation de secteur entier de notre économie : sidérurgie, industrie navale, secteur public... Le chômage continue de s'accroître; les deux millions de chômeurs seront bientôt atteints; l'inflation ne diminue pas. Triste bilan!

Alors qu'après mars, la victoire de la droite avait laissé les travailleurs sans réaction, que des organisations syndicales, au nom du réalisme, parlaient de "recentrage", les travailleurs ont montré qu'ils n'acceptaient pas cette désagrégation de notre tissu économique. Les sidérurgistes l'ont montré dans l'unité, tant par leurs multiples actions (villes mortes, utilisation d'émetteur TV après occupations, radios syndicales...) que par leur unité à la base, lors de la marche sur Paris le 23 mars. Ils ont démontré aux états-majors politiques et syndicaux qu'il n'y avait pas opposition entre des actions multiformes dans les entreprises et des rassemblements unitaires mais qu'au contraire les deux se complétaient.

Cette combativité qui s'exprime de toutes parts se développe aussi à Tours: les travailleurs de la SNCF se sont opposés de manière large et unitaire à la destruction du service public. Ils n'ont pas été les seuls : grèves et débrayages se sont multipliés dans les entreprises (SKF Sprague...)

Si Barre montre toujours autant d'impudence et de mépris vis à vis de la lutte des travailleurs, si le ministre de l'information cherche à sanctionner les grévistes de la radio et de la télé, c'est parce qu'ils ont conscience de la force de ce mouvement qu'ils tentent de contenir.

La seule riposte possible, c'est, en Touraine comme sur le plan national, le développement de l'unité populaire..

N°10 • MAI 79

DIR. DE PUBLICATION : R. DREUJOU

2F.

N° CPPAP : 57061

ABONNEMENT 1 AN : 10 F.

SOMMAIRE

- 2 HUMEUR
AVANT LES EUROPEENNES
- 3 APRES LES CANTONALES
- 4 TRANSPORTS: ON NOUS ROULE
CARABINS EN LUTTE
- 5 IL S'EN PASSE DES CHOSES
- 7 POUR L'UNITE OFFENSIVE DES
ENSEIGNANTS
- 8 EN EDUCATION PHYSIQUE



LE PRINTEMPS EST POURRI

RAS LE BOL !

Ras l'bol, oui! de l'austérité, du chômage, des brimades victorieuses de l'après-mars 1978 et de la reprise en main par le patronat national et international de ces travailleurs qui croient trop en l'après 68...

Pour nous, au PSU, les luttes d'hier et d'aujourd'hui montrent bien que les travailleurs veulent dépasser les simples et légitimes revendications de salaires et de conditions de travail. Des mots d'ordre tels que la semaine de 35h. (et même moins), vivre et travailler autrement et au pays prennent tout leur sens à travers des drames comme ceux des camarades lorrains ou nordistes.

Chez nous, en Touraine, les travailleurs et travailleuses de Chiminter, par exemple, l'ont très bien exprimé lors de leur dernière lutte de septembre 1978.

Ras l'bol des cheffailons à qui il faut demander bien gentiment la plus petite autorisation, même pour aller... Ras l'bol du pointage, du robotisme...

Les camarades de SSC (ex SILEC), de la SNCF, des PTT, EDF-GDF, ANPE, SKF, Cadoux Schmidt, enseignants en savent eux-aussi quelque chose, sur l'insécurité des locaux de travail, des suppressions de pos-

tes, de contrôle de plus en plus poussé et de la rentabilisation des secteurs dits "publics", de l'augmentation infernale de la production par tous les moyens...

Ras l'bol, oui!

Et par dessus tout ça, les bavures, les non-grévistes attendant le protocole d'accord avec une averse lâcheté ou un rire jaune... Se rachèteraient-ils en "bien" votant aux cantonales ? Il est vrai que les états-majors MRG, PC et PS leur ont bien facilité la tâche en mars 78.

Et maintenant !

Eh bien, le PSU, pour sa part réaffirme la nécessité du pouvoir aux travailleurs dans tous les secteurs, tant nationalisés que privés et à tous les niveaux: ateliers, direction locale, direction nationale.

Bien sûr, la marche vers la société socialiste autogestionnaire ne se fera que par une large unité populaire. Cette unité même ne se fera qu'en dépassant les querelles de boutiques auxquelles, malheureusement, nous assistons encore aujourd'hui à gauche, aussi bien dans les syndicats que dans les partis.

Le socialisme autogestionnaire, demain dans les entreprises ? Et pourquoi pas !

AVANT LES EUROPEENNES



C'est la signature à Rome, en 1957, du traité d'adhésion à la Communauté économique européenne par la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie et les Pays Bas qui a constitué l'acte de naissance de "l'Europe". Le problème principal aujourd'hui n'est pas que l'Europe des 9 devienne l'Europe des 12 (avec l'Espa-

gne, la Grèce et le Portugal): les travailleurs "n'ont pas de patrie". Ce qui est en jeu, c'est le système économique et politique que nous voulons instituer.

Jusqu'à présent, l'histoire de l'Europe s'est résumée à une intégration de plus en plus grande dans l'économie capitaliste. L'Europe Verte a favorisé la désertification des campagnes et la constitution d'une agriculture capitaliste. La CEE a accéléré la création de multinationales européennes (BSN et St Gobain, premiers producteurs européens de verre, Michelin...) qui, par un accroissement rapide de la productivité, ont contribué à la dégradation des conditions de travail et à l'accroissement du chômage (6 millions de chômeurs).

L'adhésion au système monétaire européen explique et "justifie" le plan Barre. "Nous ne devons pas faire plus de bêtises que nos voisins..." Nous devons donc ralentir l'inflation, restructurer nos industries, supprimer les secteurs non concurrentiels... La principale conséquence est la croissance rapide du chômage. La situation économique actuelle résulte directement de notre insertion dans l'Europe capitaliste.

suite page suivante

Il nous faut dénoncer d'une part le repli nationaliste du PCF sur les positions des économistes du XIX^e siècle et sur une analyse figée de la lutte des classes; d'autre part, il faut dénoncer le mythe de l'Europe sociale-démocrate et de l'unité européenne qui dépasserait les contradictions de classe. Il est en effet utile de préciser que la sociale-démocratie au pouvoir en RFA (et jusqu'à une période récente en Grande-Bretagne) a participé à la création des structures actuelles. Lorsque Helmut Schmidt, membre de la 2^{ème} internationale, responsable des interdictions professionnelles dans son pays, nous parle d' "espace juridique européen", nous ne pouvons qu'être inquiets... La responsabilité des "socialistes européens" dans l'histoire de l'Europe, dans la restructuration, le chômage ... ne peut conduire qu'à la défiance.

Les institutions européennes, l'idéologie européenne ("L'Europe, c'est l'espoir") prépare un redéploiement du capitalisme. Aux slogans nationalistes et xénophobes du capitalisme d'antan, répondent les verbiages oecuméniques européens. Mais à qui profitent ces discours ?

La France exagère la discrimination électorale, en refusant (la seule dans la CEE) aux listes réunissant moins de 5% des suffrages la présence au Parlement européen et le remboursement des frais électoraux. Nous attendons toujours que les "grands partis de gauche", partisans du scrutin proportionnel, protestent publiquement contre ces conditions iniques.

Pour sa part, le PSU, estimant qu'il doit contribuer à la naissance de la société socialiste autogestionnaire dans un cadre européen, est décidé à utiliser la campagne pour y défendre ses thèses.

APRES LES CANTONALES

Nous ne pouvons que nous féliciter du recul de la droite dans le département et en particulier de la défaite de Lory à Joué et de Royer à Tours (à travers l'échec de ses adjoints municipaux Le Reste et Goguet). Cependant, si le recul de la droite sur le plan local et national représente une satisfaction, si le PSU accroît ses scores de façon significative là où des luttes se développent, (24% au 1^{er} tour à Marles, 12,5% à Vouziers, 10,7% à Sochaux, 5,7% plus près de nous à Vendôme...), nous ne pouvons que répéter ce que nous avons affirmé dans notre profession de foi: l'unité des travailleurs ne viendra pas d'un accord au sommet mais se fera à la base, au sein des luttes populaires et à partir de mots d'ordre clairs (35 h. par semaine, 5^e équipe pour le travail posté, SMIC à 2400Fr, contrôle populaire des prix...)

En Indre et Loire, ce qui s'est exprimé, c'est le refus des notables, le refus de l'austérité. Au conseil général comme dans la commune existent aujourd'hui des solutions autogestionnaires pour répondre à toutes les questions qui se posent à nous dans notre vie quotidienne. Le changement ne saurait venir de nouveaux notables, fussent-ils de gauche; il naîtra de la prise en charge collective de nos dé-

sirs, de la volonté des populations exprimée par les luttes et par les organisations populaires, familiales, de cadre de vie...

NB : le PSU obtenait 2,07% aux législatives à Tours-Nord. Il y obtient 3,32% aux cantonales.

*changer la vie
changer la ville ...*



TRANSPORTS : ON NOUS ROULE !

depuis longtemps, la ville de Tours n'a pas de politique de transports en commun car la SEMITRAT, société privée qui organise les circuits de l'agglomération tourangelles, ne répond pas aux besoins de la population.

A la fin de 1978, la SEMITRAT a fait deux enquêtes pour connaître la demande des usagers. Mais le résultat a été l'instauration d'un self-service, une surveillance accrue des contrôleurs et une certaine rénovation des lignes (mais il reste beaucoup à faire... La ligne n° 6 par exemple devrait être desservie par des cars plus modernes) Aussi le choix a été de satisfaire la rentabilité plutôt que de répondre à l'attente des personnes interrogées.

Les insuffisances des transports collectifs aggravent les problèmes de la circulation en ville : la voiture individuelle est de plus en plus utilisée et le trafic aux heures de pointe est tel que les "collectifs" ne peuvent respecter les horaires. Les retards qui en résultent (de 5 à 10 minutes) font souvent rater les correspondances. D'où la tentation pour les usagers de recourir à leur tous à la voiture individuelle... Le cercle est vicieux ! Et chaque voiture n'est occupée que par une ou deux personnes :

quel gaspillage d'énergie !

Le soir, après 20h30, il est impossible de se rendre dans le centre-ville, puisqu'il n'y a plus de service de nuit. La mairie participe au financement mais ne s'implique pas véritablement pour développer les transports en commun.

Aussi nous proposons :

- la création immédiate d'un service de 20h30 à 1h du matin.
- la mise en service de bus supplémentaires sur toutes les lignes.
- une consultation sérieuse de la population pour connaître ses besoins.
- la suppression des contrôles.
- la systématisation des tarifs dégressifs et la gratuité pour les chômeurs

Nous appelons tous les usagers intéressés à se regrouper en vue de créer un comité-transports pour faire avancer ces revendications. (écrire à PSU 37 BP8 Joué)

PLUS D'EMBOUTILLAGE...

GRACE A NOTRE PROPOSITION

DE BUS VERTICAL (OU GRATTE-CIEL A ROULETTES) !!

pas plus encombrant sur la chaussée qu'une dodoche !



LES CARABINS EN LUTTE

Le projet de réforme des études médicales prévoit le renforcement de la sélection en première année, l'allongement des études conduisant à la médecine générale, l'instauration d'un classement basé sur les résultats obtenus durant le PC II et tout le second cycle (soit un bachotage de 5 ans au bout duquel seuls les "meilleurs" pourront devenir spécialistes en se présentant à l'internat, filière conservée pour la spécialité), suppression des CES sauf pour les spécialités déjà déconsidérées comme médecine scolaire ou médecine du travail...

Les étudiants de Tours pensent :

1) que la diminution du nombre de médecins n'est pas adaptée aux besoins réels de la population; aucune étude préalable sérieuse n'a été effectuée. Cette diminution est réalisée pour défendre les avantages matériels corporatistes d'une médecine de profit.

2) qu'il est inutile d'allonger d'un an la formation des généralistes

mais qu'il est préférable d'aménager les 7 années existantes et de les adapter à la future pratique du généraliste.

3) que cette réforme aboutit à la dévalorisation de la fonction de généraliste : en effet, l'instauration d'un concours permanent avec classement final fera que les derniers classés deviendront obligatoirement généralistes et bénéficieront des stages les moins formateurs. D'où l'apparition de deux classes de médecins : d'un côté les super-médecins spécialistes de l'autre les officiers de santé généralistes.

En fonction de cette analyse, les étudiants de Tours décident, pour obtenir le retrait de ce projet de réforme, de se mettre en grève à partir du 27 mars (grève votée dans les 3 premières années) et de participer à la manifestation devant l'assemblée nationale le 3 avril, début de la session où doit être discuté ce projet de réforme.

IL S'EN PASSE DES CHOSES EN TOURAINE ...

Sales gosses

" Le jardin Saint Pierre le Puellier est-il un lieu d'aisance pour chiens et chats promenés en laisse et un terrain de jeux pour enfants qui détériorent le site et font un bruit insoutenable? " Eh oui! Il s'est trouvé un lecteur -ou une lectrice- de "L'Espoir" pour oser poser cette question au maire de Tours. Lequel a osé répondre: "Les équipes du service de nettoyage interviennent tous les matins dans ce jardin. Il n'y a effectivement pas à l'heure actuelle de surveillance effectuée par les gardes municipaux. Je fais envisager des rondes en fonction des effectifs disponibles".

A une autre lectrice qui demande de supprimer les buissons épineux dans les écoles parce que les enfants se blessent, Jean Royer répond en substance que la mairie a effectivement fait planter des épineux pour que les enfants ne s'en approchent pas, mais que si les enfants se blessent, il les fera supprimer et assurera leur remplacement par des plantes inoffensives, " dont j'espère que les enfants les respecteront". Là aussi des rondes de surveillance ?...

L'huile et les plaideurs

Mohammed Jaïdi est passé en correctionnelle à Tours le 15 février dernier pour avoir, paraît-il, volé un bidon d'huile au Super M de l'avenue du Mans en juillet 1978. Mohammed Jaïdi assurait alors la surveillance et le gardiennage du magasin pour le compte de "la Surveillance de l'Ouest". C'était le 14 juillet. Vers midi arrive le directeur du magasin qui traite immédiatement Mohammed de voleur et laisse entendre qu'il n'aime pas trop voir un "arabe" surveiller son magasin. Ledit sieur appelle les gendarmes et décrète que tout ce qui se trouve dans le coffre de la voiture de Mohammed (bidon d'huile, cric...) lui a été volé. La maréchaussée accourt donc au secours du pauvre directeur et traite le "criminel" avec tous les égards dus à sa couleur de peau...

Le 15 février, le président du tribunal a renvoyé cette "sombre affaire" pour complément d'information. Pour le vol d'un bidon d'huile qu'il n'a pas volé, Mohammed Jaïdi va-t-il repasser en correctionnelle? A suivre.

Tours vous accueille...

Confronté au problème du logement, un groupe d'étudiants et de chômeurs avait décidé d'habiter des bâtiments appartenant à la Semavit et laissés à l'abandon depuis plusieurs années. On en était arrivé là du fait de l'impossibilité de trouver un lieu où vivre en commun, des loyers exorbitants pour des chambres sordides.

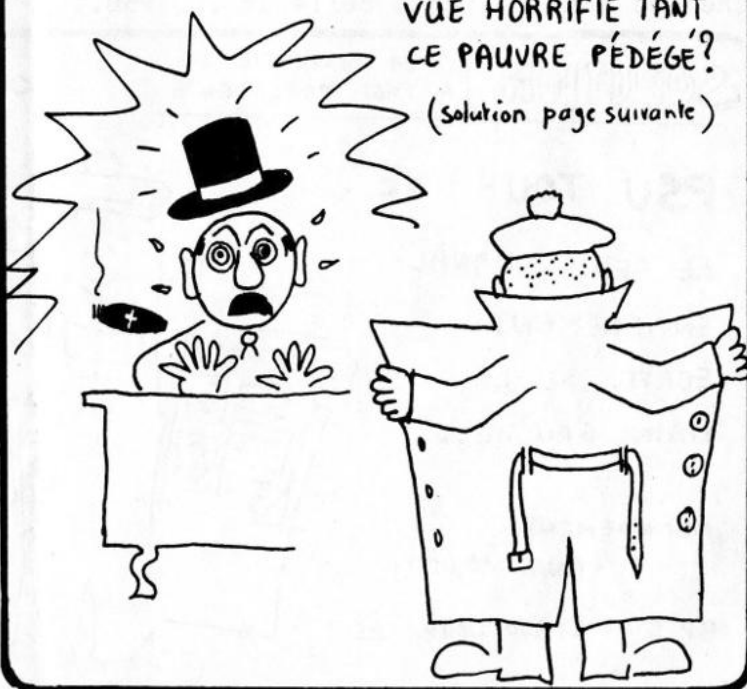
Installé depuis janvier dans la rue des Docks, le groupe s'est vu assigné en référé par la Semavit (dont Royer est le président), afin d'être expulsé. Cette attitude est à rapprocher de la réaction très ferme de l'Équipement qui a mis fin à une expérience de "squatt d'animation" à coups de ... bulldozer.

Les habitants de la rue des Docks sont décidés à ne pas se laisser expulser. Pour le moment, le PSU, la LCR, le PCML, la FA, et le MAS les soutiennent. Un projet collectif sur le logement a été lancé; ce collectif lutterait contre les expulsions d'une part, et contre la politique du logement à Tours d'autre part. On sait que cette politique consiste à vider du centre la population désargentée vers les cités HLM de la périphérie)

Les résidents des 31 et 35 rue des Docks

DEVINETTE : QUEL EST DONC L'OBJET DONT LA VUE HORRIFIE TANT CE PAUVRE PÉDÉGÉ?

(solution page suivante)



IL S'EN PASSE DES CHOSES EN TOURAINE ...

Du rififi chez les saltimbanques

Nouveaux épisodes dans le feuilleton de "l'Affaire Cellier". Mais cette fois, il semble bien que ce soit le dénouement.

Premier rebondissement : Cellier reçoit enfin une subvention du ministère : 5 millions anciens, ce n'est pas le bout du monde, mais ça suffit pour que le Théâtre Libre de Touraine renaisse de ses cendres. Le local semble tout trouvé car le CEP qui gère la salle des Tanneurs a jusqu'alors soutenu et aidé Cellier.

Deuxième rebondissement : Le conseil d'administration du CEP oppose un non catégorique à la demande de Cellier. Pas de salle donc pour le TLT, d'autant plus que la municipalité PC de Saint-Pierre, également contactée, se dérobe aussi. Cellier décide donc de quitter Tours, après une dernière création comme chant du cygne (à la salle de la FOL).

Pourquoi ce revirement du CEP? Il semble évident qu'il y a eu magouilles et règlement de comptes. C'est la "gauche" qui a eu la peau de Cellier: le PS en usant de son influence prépondérante au CEP, le PC par le refus du maire de St Pierre. La personnalité très "forte" de Cellier aidant, tout compromis s'est révélé impossible.

Tout le bruit fait autour de cette affaire a quelque peu irrité les membres du théâtre de Pratos, autre troupe tourangelles, qui s'est rappelée à l'attention de différentes organisations de gauche, en particulier à celle du ... PSU.

Le Pratos a publié à son tour le bilan de ses activités, depuis sa création. Il faut dire que ce bilan est éloquent. Pourtant, le Pratos, lui, n'a toujours pas décroché la moindre subvention du ministère. D'où son irritation devant le remue-ménage de "l'Affaire Cellier". La pratique théâtrale du Pratos, son fonctionnement, ses rapports avec le public sont radicalement différents des options d'André Cellier. Nous nous proposons de revenir dans un prochain Numéro sur le travail accompli par la troupe du Pratos.

On voit que le théâtre en Touraine, ce n'est pas une affaire simple... ni très claire... ni très reluisant parfois.

Le plus triste, dans tout ça, c'est qu'à la mairie de Tours, il y en a un qui doit bien ricaner.

Ça n'arrive qu'aux autres...

Vous avez peut-être remarqué qu'on nous cause pas mal du nucléaire en ce moment. Paraît même qu'il y aurait eu un incident dans une centrale quelque part aux EU. Heureusement, chez nous, on est tranquille. L'atôme français est inoffensif, lui, monsieur! Ça ne risque pas d'arriver à Avoine, un truc pareil. Nos élus l'ont bien dit et d'ailleurs, on continue d'agrandir tranquillement notre belle centrale. Il n'y a que quelques grincheux rétrogrades pour protester. Le PSU, par exemple, ou le Comité pour l'Information sur le Nucléaire de Chinon. Des actions sont prévues avant les vacances et une coordination régionale aura lieu à Chinon le 3 juin.

SOLUTION DE LA DEVINETTE DE LA PAGE PRECEDENTE

PSU TOURAINE ...

LE SEUL JOURNAL
ENTIÈREMENT
ECRIT DE LA
MAIN GAUCHE...

ABONNEMENT :
1 AN : 10,00 F.

BP 8 37 300 JOUË LÈS T.



CE QUI EFFRAIE TANT LE PÉDÉGÉ, C'EST...

...TRIBUNE SOCIALISTE
MENSUEL DU PSU

LE JOURNAL QUI
FAIT FRAISSONNER LE
PATRONAT FRANÇAIS

ABONNEMENT : 1 AN : 50,00 F
6 MOIS : 30,00 F
SOUTIEN : 100,00 F

9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

POUR L'UNITE OFFENSIVE DES ENSEIGNANTS

Une politique de démantèlement

Aujourd'hui nous assistons au démantèlement de l'ensemble du secteur public : SNCF, PTT, et plus particulièrement l'Education Nationale.

En Indre et Loire, les exemples ne manquent pas: suppression de 35 classes dans le primaire, de 7 postes à l'Ecole Normale, de 9 postes au lycée Grandmont, licenciement de vacataires...

Le pouvoir s'acharne à casser le service de l'Education sous couvert de plans de "relance", qui sont autant de tentatives de liquidation, étant entendu que les secteurs financièrement et idéologiquement essentiels (comme la formation continue) restent réservés au patronat. Il essaie, avec quelques succès de diviser les catégories d'enseignants par de multiples actions ponctuelles concernant tour à tour chaque corps. Il renforce en même temps le pouvoir hiérarchique à tous les niveaux.

Cette stratégie de division peut et doit être mise en échec. A condition que les enseignants réagissent collectivement contre les démolisseurs giscardiens.

Les ambiguïtés et les insuffisances des organisations syndicales et politiques réformistes

Les réponses des organisations syndicales apparaissent nettement insuffisantes, voire dérisoires. Plus grave, elles concourent souvent objectivement à l'entreprise de division en proposant des thèmes qui ne peuvent en aucun cas permettre l'unité plus que jamais nécessaire. Revendiquer la création de nouvelles catégories (après les agrégés hors-classe, les certifiés hors-classe), c'est aller au devant des désirs du pouvoir. S'opposer à une riposte, tous syndicats confondus, contre la provocation que constituait la venue de Beullac à Orléans, c'est refuser l'action commune et accepter la défaite, au nom d'une stratégie floue, immobiliste, qui opposerait les actions régionales ou nationales "responsables" aux actions éclatées et multiformes. Comme si l'heure était aux hésitations.

Quant à la stratégie des partis de feu le programme commun, elles s'avèrent incapables de jeter les fondements d'un riposte globale et unitaire. Certes, on proteste contre certains aspects du démantèlement mais sans jamais avancer un projet alternatif cohérent.

Riposter à partir d'objectifs précis

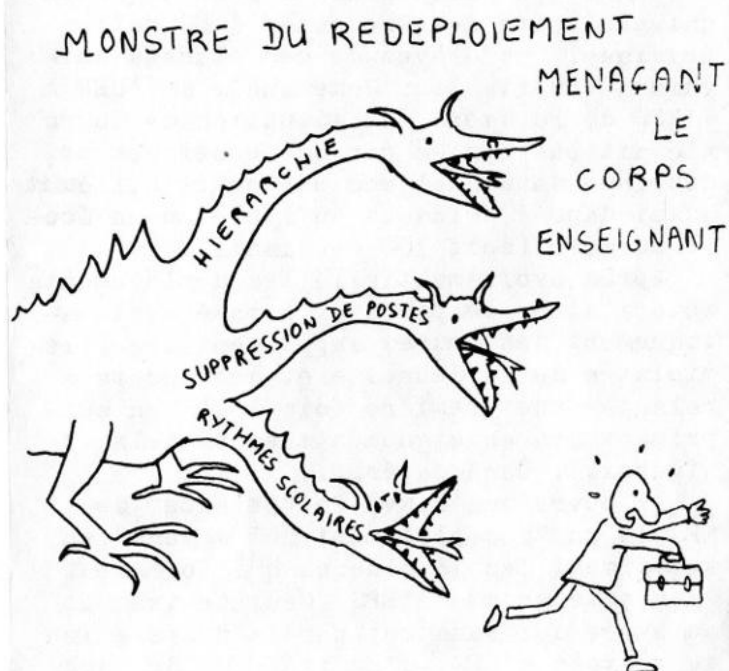
La fédération d'I et L du PSU, devant l'ampleur de l'offensive gouvernementale et la timidité des réactions de la gauche traditionnelle, entend contribuer à ce que se réalise enfin, sur des objectifs précis l'unité offensive des enseignants pour mettre en échec l'entreprise de démolition du pouvoir giscardien.

Aussi propose-t-elle à tous les enseignants de se rassembler autour des thèmes suivants :

- 1) conditions de vie et de travail
 - salaires: augmentation uniforme non hiérarchisée. (500fr. pour tous)
 - services: 17h pour tous, étape vers les 15h.
 - effectifs: 25 élèves par classe
 - congés: refus de toute amputation et véritable concertation sur les rythmes scolaires.

2) hiérarchie

- suppression de l'inspection, pilier principal du pouvoir hiérarchique dans l'enseignement, dont le caractère répressif, arbitraire, ainsi que la stérilité sur le plan pédagogique ne sont plus à démontrer. C'est dans le cadre collectif de l'équipe pédagogique que doit se mener la réflexion nécessaire sur la pratique de chacun, et non à partir de conceptions autoritairement imposées par un seul individu, l'inspecteur de droit divin.



- redéfinition de la fonction de chef d'établissement. La réforme dote les chefs d'établissement de pouvoirs sans précédent, leur assignant un rôle d'encadrement tatillon des personnels. Nous demandons au contraire dans un premier temps, leur totale réinsertion dans la communauté éducative dont ils doivent être les animateurs permanents ainsi que les coordonnateurs et les exécutants des décisions prises en commun.

La rentrée 79

Nous pensons que sur de telles bases l'unité est immédiatement réalisable. Nous estimons aussi qu'une perspective précise et mobilisatrice doit être dès maintenant avancée pour la rentrée au cas où le pouvoir persisterait dans son orientation autoritaire et réactionnaire. Nous proposons à l'ensemble des enseignants la seule riposte qui soit à la mesure de la provocation gouvernementale :

CONTRE LE SACCAGE DE NOTRE METIER,
REFUS D'ASSURER LA RENTREE 79

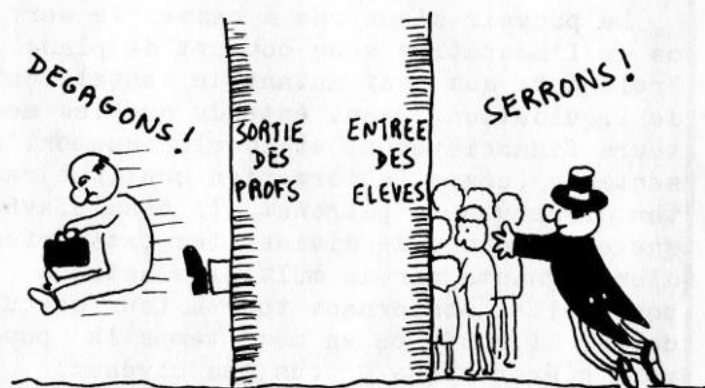
Nous demandons à tous nos collègues de réfléchir à nos propositions et d'en débattre. Dès à présent faites part de vos observations en écrivant à :

Secteur enseignant du PSU 37

BP 8 37300 Joué-lès-Tours

ou en venant à la permanence du mardi de 18 à 20h au 100 rue Blanqui -Tours.

"La norme est de 40 élèves par classe" Cette déclaration du ministre Beullac ne peut apparaître que comme une provocation pour les parents d'élèves, les enseignants et les élèves des 4 lycées de Tours qui lors de la dernière rentrée scolaire ont lutté ensemble. Forts de l'unité qui leur a permis d'obtenir 4 classes en 78-79, ils ne sauraient accepter une aggravation des conditions d'enseignement à la prochaine rentrée scolaire. La fédé d'Indre et Loire du PSU les assure dès maintenant de son appui pour les actions qu'ils pourraient entreprendre à ce propos.



EDUCATION PHYSIQUE : LA GRANDE BRADERIE

Au lycée Grandmont, deux classes de "Deug Staps" dispensaient l'enseignement universitaire de 1ère année d'Education physique. Les élèves de ces classes suivaient ensuite leur 2ème année à l'UER d'EPS de Poitiers. La situation de Tours n'était pas isolée car cet enseignement, dispensé dans quelques universités, l'était aussi dans 17 classes en lycée ou en école normale (soit 700 étudiants).

Après avoir multiplié les déplacements autoritaires de profs et imposé systématiquement des heures supplémentaires, le ministre de la Jeunesse et des Sports a relancé une première fois l'EPS en supprimant des enseignements essentiels (université, handicapés...)

Il ouvre une nouvelle "relance" de l'EPS et un "redéploiement des moyens" en supprimant les 14 classes qui formaient des enseignants d'EPS. Ceci se traduit au lycée de Grandmont par la disparition de 5 profs d'EPS, d'un prof. de Sciences Nat., d'un prof. de philo., d'un prof. de

maths, d'un aide technique de laboratoire de 2 agents de service et de 9h. d'enseignement de langues.

Alors que des postes et des moyens disparaissent dans tout l'enseignement, le directeur des Sports au ministère confirme la volonté du ministre de supprimer ces classes. On ne peut sans démagogie parler de relance de l'EPS, de tierstems pédagogique, de réorganisation de l'année scolaire et dans le même temps supprimer les moyens nécessaires en limitant, et peut-être bientôt en stoppant, le recrutement et la formation des futurs enseignants.

On ne peut sans démagogie affirmer que 79 sera l'année de la formation des professeurs et supprimer des E.N., limiter le recrutement des professeurs, fermer des classes...

Aujourd'hui, à Tours comme ailleurs, la lutte contre les licenciements dans le public comme dans le privé, la lutte contre le chômage, passent par une mobilisation massive.